

Quartier, genre, parentalité : la triple peine des jeunes femmes des QPV à l'insertion



Elsa PERSONNAZ
Socio-économiste
Céreq

**Arthur Félix W.
SAWADOGO**
Économiste statisticien
Céreq

Les inégalités à l'insertion qui pèsent sur les jeunes des quartiers populaires se cumulent pour les jeunes femmes à des inégalités de genre : souvent plus diplômées que les garçons à la sortie des études, elles peinent davantage qu'eux à entrer sur le marché du travail. Par rapport aux jeunes hommes des mêmes quartiers comme aux jeunes des quartiers environnants*, elles accèdent plus difficilement à l'emploi et vivent de plus fréquentes situations d'inactivité. La parentalité, plus précoce et plus fréquente parmi elles, apparaît comme une pénalité supplémentaire. À partir de l'interrogation 2023 de la Génération 2017, ce *Céreq Bref* documente le cumul des inégalités liées au territoire, au genre et à la parentalité qui pèse sur les premières années de vie active des jeunes femmes issues des quartiers prioritaires.

Grandir en quartier prioritaire, y effectuer tout ou partie de sa scolarité, expose à des parcours scolaires plus fragiles puis à une série de difficultés au moment de l'insertion professionnelle. Les écarts observés entre les jeunes selon leur lieu de résidence tiennent d'abord aux caractéristiques sociodémographiques : celles et ceux résidant en QPV sont d'origine sociale plus modeste et plus souvent issu-es de l'immigration que les autres. Le territoire a par ailleurs son effet propre, *via*, par exemple, des inégalités d'offre scolaire et d'accès à celle-ci, l'éloignement des emplois ou encore de potentielles discriminations de la part d'employeurs. Si les inégalités qui en découlent ont souvent été documentées, notamment au Céreq [1] [2] ou dans les travaux de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) [3], plus rares sont les études qui les abordent du point de vue du genre [4], ou qui tiennent compte de la parentalité. Or le constat des inégalités de genre sur le marché du travail est également largement partagé : les femmes, et d'autant plus quand elles sont mères [5] [6] [7], sont désavantagées sur le marché du travail. Comment ces inégalités s'articulent-elles, et qu'en est-il de l'insertion professionnelle des femmes issues des quartiers prioritaires ?

enquête offre également l'opportunité de prendre en compte, après 6 ans de vie active, les changements biographiques qui interviennent en début de vie d'adulte, dont la naissance des enfants, et leurs effets dans les processus d'insertion.

Quelles différences de niveau de diplôme et de situation sur le marché du travail observe-t-on entre les jeunes filles et les jeunes garçons originaires des QPV ? Est-ce que les inégalités sont de même ampleur que celles observées pour les jeunes résidant dans les quartiers environnants* ? Quel est l'impact de la parentalité sur ces inégalités ? Est-il du même ordre quel que soit le lieu de résidence ?

Les jeunes femmes plus souvent diplômées du supérieur court dans les QPV

Les filles et les garçons résidant en QPV partagent les mêmes caractéristiques sociodémographiques : leurs parents sont nés étrangers à l'étranger dans les mêmes proportions (28 %), ils et elles sont tout autant à être immigré-es (15 %), et leurs origines sociales sont tout aussi modestes.

Pour autant, leurs parcours scolaires diffèrent assez tôt : seules 17 % des filles ont redoublé au moins une fois en primaire ou au collège contre 28 % des garçons. Au premier palier d'orientation après la troisième, les filles sont plus nombreuses à poursuivre en seconde générale ou technologique (49 % vs 36 %**) alors que les garçons se dirigent plus fréquemment vers la voie professionnelle. Elles sortent moins souvent sans diplôme que les garçons (20 % vs 28 %), et avec en moyenne un

* Voir encadré p.2

** Parmi les diplômés au maximum de bac+3.

Les données sont issues de l'interrogation en 2023 de la Génération 2017 et sont représentatives des quelque 700 000 jeunes sortis du système éducatif en 2017 au niveau national. Elles permettent, grâce à un calendrier d'activité rétrospectif, de retracer finement les parcours des jeunes sur le marché du travail au cours de ces six premières années de vie active, puis d'examiner ces trajectoires au regard notamment de leur parcours scolaire, de leurs situations personnelles et familiales, et de leur lieu de résidence.

Grâce au travail de géoréférencement réalisé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) à partir des adresses fournies par les jeunes – travail réalisé dans le cadre de son partenariat avec le Céreq –, les données de l'enquête Génération permettent d'identifier, à différents moments clés des parcours scolaire et professionnel, les jeunes résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville et de comparer leurs trajectoires à celles des autres jeunes, notamment de leurs voisins, résidant en dehors de ces quartiers, mais au sein d'une unité urbaine contenant au moins un QPV (les jeunes résidant dans les quartiers environnants).

Le lieu de résidence retenu dans cette étude est celui correspondant à la fin de la scolarité, en 2017. Dans les analyses économétriques nous prenons en compte les éventuelles mobilités résidentielles intervenues après cette date.

*** Données complémentaires disponibles en supplément numérique sur le site www.cereq.fr

niveau d'éducation plus élevé qu'eux (Graphique 1 et Tableau A supplément numérique***).

L'écart entre filles et garçons est particulièrement sensible au niveau du premier cycle de l'enseignement supérieur : 24 % des filles sont diplômées de ce niveau pour 12 % des garçons. En revanche l'écart se réduit dans le haut de la hiérarchie des diplômes : à partir du niveau bac+5, il n'est plus que de deux points.

La surdiplomation des filles ne constitue pas une spécificité des QPV. Elle s'observe aussi au sein de la population des jeunes des quartiers environnants, mais avec des écarts plus réduits. Par exemple, les filles sont deux fois plus nombreuses (+ 100 %) que les garçons à être diplômées du supérieur court dans les QPV, quand la différence n'est que de +26 % dans les quartiers environnants.

Le déséquilibre quant aux spécialités de formation est tout aussi marqué dans les QPV qu'en dehors,

avec une surreprésentation massive des femmes dans les spécialités tertiaires alors que les filières industrielles sont principalement alimentées par les hommes.

Enfin, les motifs d'arrêt des études ne sont pas neutres (Tableau B supplément numérique). Dans les QPV, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à déclarer avoir arrêté par lassitude (-12 points) et citent plus souvent des raisons personnelles ou familiales (+8 points). Dans les quartiers environnants, ce dernier motif ne distingue pas les hommes et les femmes.

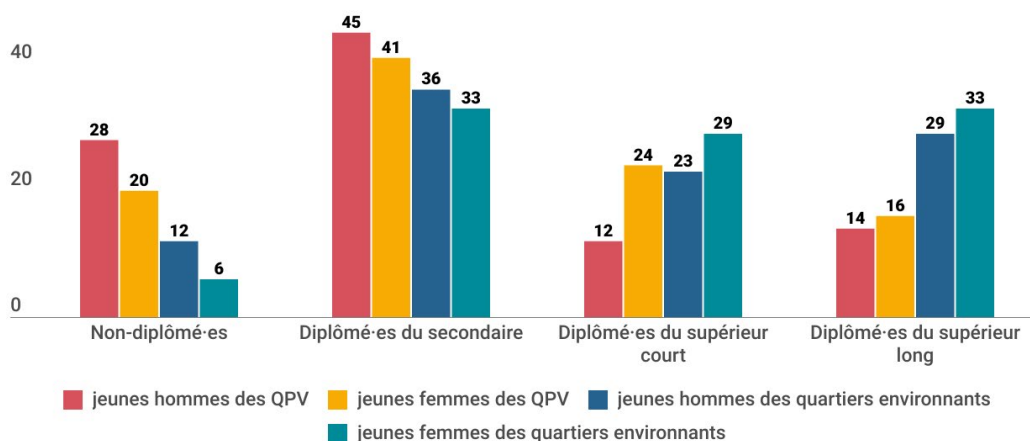
Elles assument beaucoup plus souvent la charge d'un enfant

La maternité concerne davantage et plus précocement les jeunes femmes originaires des QPV : 24 % d'entre elles étaient mères en 2020, elles sont 36 % en 2023 (graphique 2). Par ailleurs, pour 19 % de ces jeunes mères, la naissance du premier enfant est intervenue avant leur sortie du système scolaire (avant septembre 2017). Elles se distinguent ainsi des hommes, d'une part, et de leurs voisines, d'autre part. La part de pères parmi les jeunes hommes originaires des QPV est en effet nettement plus faible : ils sont 6 % en 2020 et 12 % en 2023, reflétant l'accès plus tardif des hommes à la paternité, en écho à la différence d'âge au moment de la mise en couple, ainsi qu'à leur propension à attendre une position professionnelle stabilisée pour devenir pères [8].

Mais elles sont également plus souvent mères que les habitantes des quartiers environnants, avec un différentiel de 10 points après 3 ans comme après 6 ans de vie active. Plus diplômées, ces dernières ont tendance à retarder leur fécondité, alors que les non-diplômées, plus nombreuses en QPV, ont une fécondité plus forte, plus précoce, et plus étalée dans le temps.

Les femmes des QPV se distinguent surtout par une part importante de « mères isolées », c'est-à-dire ayant déclaré à la fois vivre seule et avoir un ou plusieurs

[Graphique 1] Plus haut niveau de diplôme selon le sexe et le lieu de résidence à la fin des études (en %)



Source : Céreq, enquête 2023 auprès de la Génération 2017. Champ : ensemble des jeunes résidant en QPV ou dans un quartier environnant à la fin des études. Lecture : 28 % des jeunes hommes résidant en QPV à la sortie du système scolaire sont non-diplômés.

enfants. Elles sont 15 % dans ce cas, pour 4 % des jeunes hommes des QPV et 6 % de leurs voisins (Tableau C en supplément numérique). Les jeunes femmes peu ou pas diplômées, plus nombreuses dans les QPV, sont plus souvent concernées par la monoparentalité, et ce dès la naissance de l'enfant [9]. En revanche, la part de jeunes femmes vivant en couple avec un ou plusieurs enfants est semblable quel que soit le lieu de résidence.

Elles sont plus en difficulté sur le marché du travail

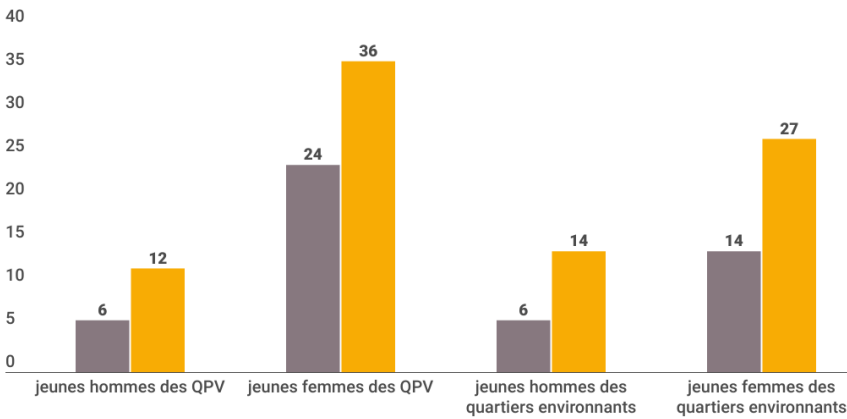
Bien que plus diplômées, les jeunes femmes des QPV rencontrent davantage de difficultés sur le marché du travail que leurs homologues masculins. En effet, leurs trajectoires au cours des 6 premières années de vie active sont marquées par une plus grande difficulté d'accès à l'emploi (Tableau 1), et surtout d'accès à l'emploi stable (19 % des jeunes femmes connaissent une trajectoire d'EDI durable vs 28 % des jeunes hommes). Elles sont un peu moins nombreuses à être concernées par le chômage persistant, mais connaissent davantage de parcours marqués par l'inactivité. Dans les quartiers environnants, les jeunes femmes sont là aussi moins nombreuses que les hommes à connaître des trajectoires d'accès à l'EDI durable, mais l'écart genre n'est que de 4 points et disparaît quasiment pour les autres trajectoires dominées par l'emploi.

Ces constats sont corroborés par des estimations économétriques. À profils sociodémographiques et scolaires comparables, les femmes, quelles que soient leurs origines géographiques, sont moins susceptibles de connaître une trajectoire marquée par un accès durable à l'EDI que les hommes. Cependant, les chances de connaître un tel parcours sont encore plus faibles pour celles issues des quartiers prioritaires (Résultats d'estimation du modèle détaillés en supplément numérique).

En 2023, soit après 6 ans de vie active, les indicateurs de situation sur le marché du travail fournissent peu ou prou le même constat : les jeunes femmes sont moins fréquemment en emploi que les hommes, elles connaissent moins le chômage et sont en revanche davantage concernées par des situations d'inactivité liée avant tout à la parentalité, alors que celle des hommes résulte davantage de problèmes de santé. Elles sont par ailleurs plus souvent qu'eux en emploi temporaire (28 % vs 22 %), et se distinguent à cet égard des femmes des quartiers environnants, qui ne connaissent pas plus cette situation que leurs homologues masculins.

L'accès au statut cadre est particulièrement inégalitaire : parmi les diplômé-es du supérieur, après six ans de vie active, l'écart entre hommes et femmes des QPV est de 23 points, en dépit d'un niveau de diplôme plus élevé pour les secondes. Ces écarts tiennent pour partie à la répartition différenciée des spécialités des diplômes obtenus pendant la

[Graphique 2] Part des jeunes ayant au moins un enfant, 3 et 6 ans après la sortie du système scolaire selon le sexe et le lieu de résidence (en %)



Source : Céreq, enquête 2023 auprès de la Génération 2017. Champ : ensemble des jeunes résidant en QPV ou dans un quartier environnant à la fin des études.

scolarité – les hommes étant davantage diplômés de l'informatique par exemple, favorisant l'accès à ce type de statut. Ils pourraient également résulter des inégalités de traitement sur le marché du travail du fait de leur genre.

Les discriminations subies lors de l'embauche ou dans l'emploi en raison de leur appartenance à ces quartiers, de leur origine réelle ou supposée et de leur sexe sont parmi les facteurs explicatifs des inégalités rencontrées sur le marché du travail. Elles sont ainsi les plus nombreuses à déclarer avoir été victimes au moins une fois de discrimination au cours des six années qui ont suivi leur sortie de formation initiale. C'est le cas de 20 % d'entre elles pour 14 % des hommes des QPV ; des proportions plus élevées

[Tableau 1] Trajectoires d'entrée dans la vie active et situation sur le marché du travail en 2023, selon le genre et le lieu de résidence à la fin des études

	QPV		Quartiers environnants	
	H	F	H	F
EDI durable	29	19	40	36
Accès à l'EDI après EDD / chômage	15	17	18	19
Sortie de l'EDI vers l'EDD	3	7	6	7
EDD récurrents	14	12	12	13
Trajectoires dominées par l'emploi	60	55	76	75
Activité tardive	7	5	4	4
Parcours avec retour en formation	8	11	7	9
Chômage persistant	22	19	10	8
Parcours marqué par l'inactivité	3	10	3	4
Trajectoires hors emploi	40	45	24	25
Situation en 2023				
Emploi	68	65	81	78
Chômage	25	19	12	13
Autre situation (inactivité, service civique, etc.)	3	11	4	5
Formation / reprise d'études	4	4	3	4
Statut (individus en emploi en 2023)				
Non-salarié-e	8	4	8	8
CDI, fonctionnaire	70	68	74	75
EDD, contrat aidé, intérim	22	28	18	17
Part du temps partiel dans l'emploi occupé*	7	14	6	13
Part de cadres parmi les diplômé-es du supérieur*	57	34	57	44
Estime avoir été victime de discrimination à l'embauche ou dans l'emploi	14	20	11	16

Source : Céreq, enquête 2023 auprès de la Génération 2017. Champ : jeunes résidant dans un QPV ou un quartier environnant à la fin des études, * en emploi au moment de l'enquête.

[1] « Les jeunes des quartiers populaires face à l'emploi : les inégalités se creusent », V. Henrard & M. Vignale, *Les Cahiers du Développement Social Urbain*, 71 (1), 2020.

[2] « Les jeunes résidant en quartier prioritaire à la fin des études : conditions d'accès à l'alternance et plus-value sur l'insertion », E. Personnaz & A. F. W. Sawadogo, *Formation Emploi*, 169, 2025.

[3] Observatoire national de la politique de la ville, *Quartiers prioritaires : rétrospective 2015-2023*, Paris, 2025.

[4] « Insertion des jeunes issus de quartiers sensibles : les hommes doublement pénalisés », T. Couppez, *Céreq Bref*, n° 309, 2013.

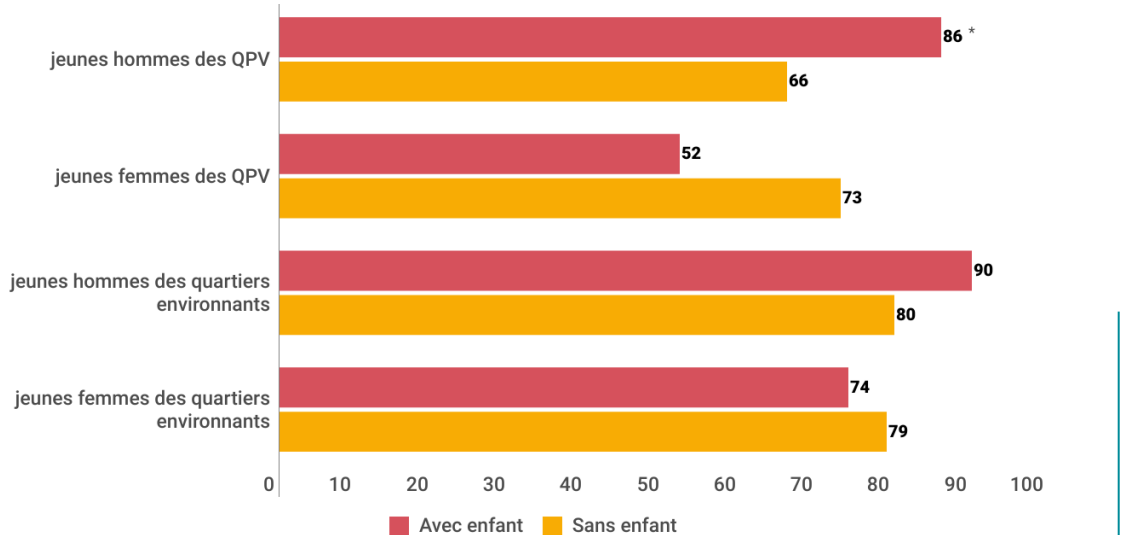
[5] "The motherhood wage penalty: A meta-analysis", E. Cukrowska-Torzewska & A. Matysiak, *Social science research*, 88, 102416, 2020.

[6] "Motherhood and its impact on career progression", B. McIntosh, R. McQuaid, A. Munro & P. Dabir-Alai, *Gender in Management: an international journal*, 27(5), 2012.

[7] « Quel prix de la maternité en début de vie active », V. Di Paola et S. Moulet, Céreq, coll. « Céreq Echanges », à paraître.

[8] « De la mise en couple à la première naissance. Le rôle de l'âge à la première cohabitation dans l'entrée en maternité et en paternité », M.-C. Compans & É. Beaujouan, *Population*, 77(3), 2022.

[9] « Quelles conditions d'accès à l'emploi pour les jeunes mères isolées ? », Bazen, Stephen et al., dans *Chemins vers l'emploi et la vie adulte : l'inégalité des possibles*, coord. T. Couppez et al., Céreq, coll. « Céreq Essentiels », n° 4, 2022.



Source : Céreq, enquête 2023 auprès de la Génération 2017. Champ : ensemble des jeunes résidant en QPV ou dans un quartier environnant à la fin des études. * Pourcentage donné à titre indicatif compte tenu de la faiblesse de l'effectif concerné.

que celles observées chez les jeunes femmes ou jeunes hommes des quartiers environnants. La présence d'enfant(s) vient aussi en partie rebattre les cartes et modifier les chances d'accès à l'emploi.

Une pénalité à la maternité plus forte pour les jeunes femmes des QPV

La maternité pénalise les femmes des QPV sur le marché du travail quand la paternité a l'effet inverse : quand elles sont mères, seules 52 % d'entre elles sont en emploi en 2023 (et 23 % sont inactives), pour 86 % des pères (Graphique 3). La présence d'un ou plusieurs enfants fait ainsi baisser le taux d'emploi des femmes de près de 20 points quand celui des hommes augmente. Le fait d'être mère pèse sur la situation professionnelle des jeunes femmes, et particulièrement des moins diplômées d'entre elles, plus nombreuses à être mères. Leurs difficultés d'insertion renforcent par ailleurs la division genrée des rôles sociaux, et le positionnement de ces dernières sur la sphère domestique.

Dans les quartiers environnants, les pères sont également plus souvent en emploi que les mères (90 % vs 74 %), mais l'écart de 16 points s'avère bien moindre qu'en QPV où il est de 34 points. Les estimations économétriques, croisant le lieu de résidence, le genre et la présence d'enfant(s), soutiennent ces résultats descriptifs (Voir modèle détaillé en supplément numérique). Elles confirment, toutes choses observables égales par ailleurs, un impact différencié de la parentalité selon le genre et le quartier de résidence à la fin des études. Chez les femmes originaires de QPV,

on observe une pénalité associée à la maternité (*motherhood penalty*) [7], pénalité qui les singularise à la fois des femmes sans enfant de ces quartiers et des mères des quartiers environnants.

Conclusion

Les jeunes femmes originaires des QPV quittent en moyenne le système éducatif avec un niveau de diplôme plus élevé que les jeunes hommes. Pour autant, leurs parcours professionnels, surtout pour les moins diplômées d'entre elles, demeurent marqués par des difficultés accrues d'accès à l'emploi, et plus spécifiquement à l'emploi stable ; l'inactivité constitue une des spécificités de leur parcours.

Les écarts genrés observés sur le marché du travail se creusent encore avec la parentalité, qui concerne plus tôt et plus fréquemment les résidentes en QPV. Ces dernières peuvent subir, en sus de celles liées au quartier et à leur origine réelle ou supposée, des pénalités du fait de leur sexe et, quand elles sont concernées, en raison de leur maternité. La forte proportion de mères isolées dans les QPV peut expliquer en partie cette pénalité plus prononcée, comme le suggèrent certaines études mobilisant d'autres sources de données et ayant mis en évidence les freins qu'engendre la monoparentalité sur l'insertion des femmes les moins qualifiées [9]. Les politiques publiques devraient donc prendre ces spécificités en compte, en renforçant notamment l'offre de modes de garde dans ces quartiers.